



Paimpol, le 18 septembre 2008

RAS-LE-BOL A PAIMPOL !!!

Dans un contexte de simulacre de dialogue social orchestré par le Trésorier Payeur Général et le Directeur des Services Fiscaux qui ont notamment organisé le 16/09/08 une réunion informelle « non fusionnée mais simultanée » (comprenez qui pourra...), voilà que le PODS connaît une subite et impromptue accélération avec l'annonce de l'imminent passage en SIP des trésoreries de Lannion et de Paimpol au 1^{er} janvier 2009.

Les agents de l'hôtel des finances de Paimpol (comme du reste ceux de Lannion) viennent donc de constater l'avancement de la date de la création du SIP et apprennent du même coup que les grandes lignes de l'organisation du futur SIP sont déjà définies.

En bref, les dés sont déjà jetés, sans qu'aucune information ou dialogue ne soit proposés aux agents du site.

Cette brillante démonstration de dialogue social, prôné par la direction centrale, laisse donc aux agents du site un goût plus qu'amer.

Nous dénonçons donc cette précipitation et ce manque de transparence.

Nous revendiquons :

- Les emplois nécessaires au bon accomplissement de l'ensemble des missions, ainsi que des règles d'affectations claires, transparentes, comprises et acceptées par tous, afin de garantir l'équité dans le traitement des demandes des agents. Car le service collectivités locales / centre hospitalier de la trésorerie est actuellement en sous-effectif de 1,5 agents et connaît de grandes difficultés de fonctionnement. L'attribution de la caisse du SIP à ce service ne fera que l'enfoncer plus encore, amplifiant ainsi le sentiment de lassitude des agents.
- Les agents issus de la CP, doivent dans le cadre du droit d'option avoir 3 ans pour choisir entre la mission fiscale et la mission gestion publique. Cette règle devra être respectée.
- une formation professionnelle répondant aux attentes de tous les agents, et leur permettant d'exercer leur mission de service public et de répondre aux contribuables dans de bonnes conditions, et non une formation au rabais de 3 jours qui semble complètement inadaptée.
- L'engagement d'un véritable dialogue relatif à la modification des locaux, à la définition du futur encadrement, aux modalités de définition des emplois à transférer.

En tout état de cause, tant que les interrogations et les inquiétudes des agents ne seront pas entendues, l'Union SNUI/SUD TRESOR sera présente pour porter leurs revendications et défendre leurs intérêts.